

## **La descente en enfer de l'enseignement à Kinshasa : œuvre de certains officiels et des écoles privées !**

Scooprdc.net, 11 juillet 2019

On se plaint ; et on se plaindra longtemps de la baisse du niveau de l'enseignement dans notre pays, la RDC. Certaines mesures prises par l'autorité de tutelle, et qui ont fait preuve de leur efficacité sous d'autres cieux, se sont avérées infructueuses dans le pays de Maker Mwangu (NDLR : ministre de l'EPSP dont le mandat a été long). A l'origine : l'enseignement au Congo est devenu un business. Et dans ce business se lancent tous ceux qui le peuvent, notamment les inspecteurs, les prêtres, les pasteurs, les professeurs et mêmes les ministres. Que le promoteur soit d'une des catégories de personnes citées ci-haut ne change rien aux problèmes auxquels est confronté l'enseignement congolais ; en l'occurrence le monnayage des points, le clientélisme, la corruption. Ainsi on ne s'étonnera pas que l'on parle actuellement de « *plus de diplômés mais moins de diplômés* ».

Lorsque le promoteur d'une école est inspecteur, ses collègues inspecteurs en mission dans son école font la complaisance : « *c'est l'école d'un collègue ; les loups ne se mangent pas entre eux* », entend-on dire. Il est bien clair qu'appelé à faire le rapport sur cette école, le délégué de l'Etat fera la complaisance.

Dans les écoles appartenant aux ministres (anciens ou en fonction), c'est encore pire. Non seulement que les agents de services de l'Etat commis au recouvrement des divers frais relatifs aux taxes, factures d'eau et d'électricité y croisent le fer face à l'arrogance du représentant du promoteur qui vante la relation de son représenté avec le ministre en charge de l'éducation, mais aussi que c'est dans ces écoles que se joue la pire des fraudes à l'examen d'Etat.

Il est rapporté à Scooprdc.net qu'un promoteur d'une école, ministre honoraire, pendant ses réunions avec les élèves finalistes, ne cesse de leur répéter : « *Payez mon argent, et je vous donne votre diplôme ; votre diplôme c'est dans mes mains. Pas dans celles de votre préfet ni de vos professeurs* ». Qu'insinue une telle déclaration si ce n'est affirmer tacitement, et devant les enfants, que c'est lui le promoteur qui se lance dans des combines pour obtenir le résultat « maximum » pour son école et allécher ainsi les parents et se garantir des clients pour son école ? Et dans la pratique les faits se vérifieraient car ce promoteur – ministre organiserait chaque année un « laboratoire » de traitement des items d'EXETAT dans l'un de ses domiciles, où les professeurs travaillent à la place de leurs élèves.

Qui pis est, ces écoles du ministre honoraire ne répondent pas entièrement aux normes requises : les salles de classe sont pleines comme des œufs et le nombre d'enseignants réduit autant que possible : une stratégie d'affaires répondant à la formule "gagner plus, dépenser moins". Un professeur d'une des écoles de ce promoteur, qui a requis l'anonymat rapporte : « *Mon patron, promoteur et ministre, se substitue à tout sauf à rien : il est administrateur, inspecteur, recouvreur, ... Et ne peut s'empêcher de réprimander les professeurs, les directeurs des études et de discipline en présence des élèves, outrageant ainsi la bienséance exigée par la pédagogie. Et quand il est en voyage, les salaires sont bloqués jusqu'à son retour. Sauf si un ange lui inspire la compassion, alors ce mois-là il envoie l'ordre de paie par un coup de fil en prenant soin de préciser : c'est le promoteur propriétaire*».

Un autre promoteur d'écoles, ancien ministre lui aussi, obligerait ses enseignants d'adhérer à son parti politique, et retiendrait la cotisation des membres à la source au moment de la paie. Et que dans son école, les inspecteurs de l'Etat achèvent leur mission dans les bureaux et non dans les salles de classe : ils ne visiteraient donc pas les professeurs. Quel gâchis !

Un pasteur sud-coréen qui est aussi promoteur des écoles et universités, est loin d'être philanthrope alors qu'il reçoit énormément des dons dans son pays dans le cadre d'aide aux démunis d'Afrique, particulièrement de la RDC. Les plus de 800USD payés par an dans ses écoles n'ont rien de charitable envers les enfants démunis ; ses écoles sont plutôt des espaces réservés à des fils et filles des nantis. Dans les écoles de ce pasteur coréen, le choix est nettement clair lorsqu'un enseignant a un différend avec un élève : l'enseignant part, l'élève reste. Situation qui met les enseignants en position de faiblesse face à l'arrogance et l'impolitesse des élèves, clients du patron...

Des exemples sont légions dans la capitale congolaise de ces "promoteurs commerçants". Comment dans ces conditions entend-on relever le niveau de l'enseignement dans le pays, lorsque les éducateurs sont recrutés sur base des critères subjectifs et que les promoteurs deviennent plus puissants que le pouvoir organisateur du système éducationnel ? Les parents (en situation normale on dira le ministère de l'EPSP) doivent ouvrir l'œil et le bon, en soumettant à un contrôle pédagogique et administratif régulier à travers le comité de parents, ces écoles « sacrées » tenues par les hommes forts. L'avenir des enfants kinois en dépend.

Ngababa